

Brochure n° 3221

Convention collective nationale

**IDCC : 1278. – PERSONNELS PACT ET ARIM
(Centres pour la protection, l'amélioration
et la conservation de l'habitat
et associations pour la restauration immobilière)**

AVENANT N° 8 DU 7 JUIN 2012
RELATIF À LA COMMISSION PARITAIRE

NOR : ASET1251091M
IDCC : 1278

Entre :

La FNC PACT-ARIM,

D'une part, et

La FNCB CFDT ;

La CFTC ;

La FEC FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Composition de la commission paritaire
de la convention collective nationale PACT-ARIM*

L'article 1^{er} : « Champ d'application » de la convention collective nationale PACT-ARIM est complété par l'article 1^{er} *bis* ainsi rédigé :

« Article 1^{er} *bis*

*Composition de la commission paritaire
de la convention collective nationale PACT-ARIM*

La commission paritaire de la convention collective nationale PACT-ARIM comprend un représentant de chaque organisation syndicale de salariés représentative dans la branche, à raison d'un titulaire et d'un suppléant, et un nombre égal de représentants des organisations professionnelles d'employeurs, à raison d'un titulaire et d'un suppléant également, titulaires et suppléants pouvant assister simultanément aux réunions. A l'exception des décisions relatives aux accords et avenants de branche régies par les dispositions en vigueur, le vote des décisions de la commission s'effectue à la majorité des membres titulaires présents au sein de chaque collège puis par collège.

La présidence de la commission paritaire de la convention collective nationale PACT-ARIM est assurée alternativement par un représentant du collège des salariés et par un représentant du collège des employeurs par périodes de 2 ans.

Le président sera désigné par le collège auquel il appartient.

Un vice-président émanant de l'autre collège est également désigné ; il l'est de même par son collège. »

Article 2

Rôle de validation de la commission paritaire de la convention collective nationale PACT-ARIM

L'article 2 « Durée, révision, dénonciation » de la convention collective nationale PACT-ARIM est complété par l'article 2 *sexies* ainsi rédigé :

« Article 2 *sexies*

Validation des accords d'entreprise par la commission paritaire de la convention collective nationale PACT-ARIM

PRÉAMBULE

Les organismes de moins de 200 salariés ne comportant pas d'organisation syndicale représentative dans l'organisme, ou de délégué du personnel désigné comme délégué syndical dans les organismes de moins de 50 salariés, peuvent négocier un accord collectif d'entreprise avec les membres titulaires élus au comité d'entreprise ou à la délégation unique du personnel ou, à défaut, les délégués du personnel, représentant la majorité des suffrages exprimés lors des dernières élections professionnelles.

L'objet de la négociation des accords concerne uniquement les mesures dont la mise en œuvre est subordonnée par la loi à un accord collectif, à l'exception des accords collectifs mentionnés à l'article L. 1233-21 du code du travail.

Conformément à l'article L. 2232-22 du code du travail, la validité des accords est subordonnée à leur conclusion par des membres titulaires représentant la majorité des suffrages exprimés lors des dernières élections professionnelles et à l'approbation par la commission paritaire de branche.

La commission mixte paritaire de la branche PACT-ARIM tient lieu de commission paritaire de validation dès lors que son ordre du jour prévoit expressément l'examen et la validation d'un accord d'entreprise ou d'établissement conclu avec des représentants du personnel.

Le présent article a pour objet de définir l'organisation de la commission paritaire de branche dans son rôle de validation et ses modalités de fonctionnement et d'organiser la procédure de validation.

1. Organisation de la commission paritaire de validation

1.1. Composition

La commission paritaire de la branche tient lieu de commission paritaire de validation dès lors la composition est celle définie à l'article 1^{er} *bis* de la convention collective nationale.

1.2. Rôle

La commission a pour objet de se prononcer sur la validité des accords conclus entre l'employeur, ou son représentant, et les représentants élus au comité d'entreprise, ou les membres de la délégation unique du personnel, ou les délégués du personnel.

La commission paritaire de validation contrôle que l'accord collectif n'enfreint pas les dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles applicables.

La commission, dans son rôle de validation, ne peut en aucun cas ni apprécier l'opportunité ni modifier le contenu des accords qui lui sont soumis.

1.3. Secrétariat

Le secrétariat est assuré par la fédération des PACT.

Le secrétariat a pour missions :

- d’assurer la transmission et la réception de tous documents entrant dans son champ d’intervention et de compétence ;
- d’établir et de diffuser les procès-verbaux de validation ou de non-validation des accords transmis ;
- d’assurer, de manière générale, le bon fonctionnement administratif de la commission.

2. Fonctionnement de la commission paritaire de validation

2.1. Saisine

La partie signataire de l’accord la plus diligente envoie par lettre recommandée avec demande d’avis de réception au secrétariat de la commission la demande de validation de l’accord d’entreprise signé.

Cette demande devra être accompagnée des documents suivants :

- un exemplaire daté et signé de l’accord soumis à validation ; cet accord devra mentionner que son application est conditionnée par un avis favorable de la commission ;
- une fiche signalétique (cf. modèle en annexe au présent accord) complétée et signée, qui indique :
 - l’objet de l’accord ;
 - le nom et l’adresse de l’organisme ;
 - l’effectif de l’organisme calculé à la date de signature de l’accord conformément à l’article L. 1111-2 du code du travail ;
- une copie de l’information préalable prévue à l’article L. 2232-21 du code du travail, adressée par l’employeur à chacune des organisations syndicales représentatives des salariés de la branche sur sa décision d’engager des négociations collectives ;
- une copie des procès-verbaux des dernières élections professionnelles (CE, DP, DUP).

En cas de dossier incomplet, le secrétariat demande à la partie signataire qui sollicite la validation de l’accord de lui adresser les pièces manquantes. Dans ce cas, le délai légal pour décision par la commission commence à courir à réception des pièces manquantes.

2.2. Réunions de la commission paritaire de validation

La commission se réunit, sur convocation du président, dans les 3 mois maximum suivant la réception du dossier complet.

A l’arrivée de chaque accord au secrétariat, les membres de la commission en sont informés par courrier ou par courriel dans les 15 jours ouvrables.

2.3. Décisions de la commission paritaire de validation

A compter de la réception du dossier complet et après examen, la commission émet un procès-verbal de validation ou de non-validation de l’accord collectif qui lui a été transmis, dans un délai de 4 mois.

Une décision de validation est rendue si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- les mesures concernées ne peuvent être mises en œuvre que par accord collectif en application des dispositions légales ;
- les mesures n’enfreignent pas les dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles applicables ;

- l'accord est validé par la majorité des organisations syndicales de salariés reconnues représentatives au niveau de la branche et par la majorité des organisations d'employeurs signataires de la convention.

Faute de validation juridique, l'accord sera réputé non écrit.

Si l'ensemble de la procédure a été respectée, à défaut de décision de la commission dans un délai de 4 mois à compter de la réception du dossier complet, l'accord est réputé avoir été validé.

La commission transmettra, 1 fois par an, un bilan des dossiers qu'elle aura instruits à l'observatoire paritaire de la négociation collective prévu à l'article 2 *quatro* de la convention collective nationale.

2.4. Notification des décisions de la commission paritaire de validation

La décision prise par la commission est portée à la connaissance des parties signataires qui ont saisi la commission, par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de 15 jours ouvrables à compter de la date de la réunion.

3. Indemnisation des membres de la commission paritaire de validation

La commission paritaire de la convention collective tenant lieu de commission de validation, le principe et les modalités de remboursement des frais relatifs au rôle de validation sont fixés par l'article 2 *bis* de la convention collective nationale PACT-ARIM. »

Article 3

Composition de la commission paritaire d'interprétation

L'article 2 *ter* de la convention collective nationale PACT-ARIM « Commission paritaire d'interprétation » est complété comme suit :

Après la première phrase « Une commission paritaire d'interprétation est instituée », il est ajouté la phrase suivante : « Elle est composée exclusivement des organisations représentatives signataires de la convention collective des personnels PACT et ARIM. »

Article 4

Champ d'application et portée

4.1. Les accords d'entreprise ne peuvent déroger aux dispositions du présent avenant, sauf dispositions plus favorables.

4.2. Le présent avenant vise les organismes et les salariés entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale étendue des PACT-ARIM. En conséquence, il s'applique à l'ensemble du territoire national, y compris les DOM.

Article 5

Entrée en vigueur

Le présent avenant prendra effet à la date de signature.

Article 6

Révision, dénonciation

Le présent avenant pourra être révisé et dénoncé conformément aux dispositions légales.

Article 7

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 7 juin 2012.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Grille signalétique à remplir et à retourner au secrétariat de la commission paritaire de la convention collective nationale PACT-ARIM relative aux accords conclus par les représentants du personnel et permettant d'identifier les conditions de validité.

ÉTAPES	À COMPLÉTER par vos soins	
Identification de l'organisme (éventuellement de l'établissement)		
Effectif de l'organisme en équivalent temps plein (ETP) au cours des 12 derniers mois (art. L. 1111-2 du code du travail) précédant l'information des syndicats de la volonté de négocier un accord.		
L'organisme comporte-t-il des délégués syndicaux ou des délégués du personnel désignés comme délégués syndicaux ?	OUI	NON
Les membres élus titulaires du comité d'entreprise (ou de la délégation unique du personnel) ou, à défaut, les délégués du personnel titulaires signataires de l'accord ont-ils recueilli la majorité des suffrages exprimés aux dernières élections professionnelles ? (Fournir copies du procès-verbal des élections et document CERFA.)	OUI	NON
Conformément aux dispositions de l'article L. 2232-21 du code du travail, avez-vous pris soin, avant d'entamer la négociation avec les représentants du personnel, d'informer les organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de notre branche professionnelle de votre décision d'engager ces négociations ? (Fournir copie d'un courrier.)	OUI	NON
L'accord comporte-t-il un article stipulant qu'il ne sera applicable qu'après avis favorable de la commission paritaire nationale de branche ?	OUI	NON
Date de signature de l'accord		
Objet de l'accord		
S'agit-il d'un avenant à un accord initial ? Si oui, joindre l'accord initial.	OUI	NON
Signature de l'employeur :	Signatures des élus du personnel :	